

GHT de la Haute-Saône

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

**Maintenance des Groupes Electrogènes des sites du
GHT de la Haute-Saône**

Procédure :

Marché de fourniture passé selon une procédure adaptée
(Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique)

Référence :

24.25/DRELT/CMP

Date limite de remise des plis :

Le vendredi 22 novembre 2024 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Visite obligatoire pour le site de Vesoul

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme
dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 21 pages et 1 annexe

Sommaire

SOMMAIRE	2
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC (ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE LA HAUTE-SAONE).....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER.....	3
CHAPITRE II – GENERALITES	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 6. SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	6
ARTICLE 7. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	6
CHAPITRE III – NATURE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8. MAINTENANCE PREVENTIVE	7
ARTICLE 9. MAINTENANCE CURATIVE	9
ARTICLE 10. ASSISTANCE - FORMATION.....	10
ARTICLE 11. DELAIS D’INTERVENTION.....	10
ARTICLE 12. CONTROLE D’EXECUTION	11
ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE	11
CHAPITRE IV – PRIX ET REGLEMENTS	13
ARTICLE 14. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	13
ARTICLE 15. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
ARTICLE 16. TITULAIRE ETRANGER	15
CHAPITRE V – EXECUTION.....	16
ARTICLE 17. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 18. EVOLUTION REGLEMENTAIRE	17
ARTICLE 19. DUREE D’EXECUTION	17
ARTICLE 20. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	17
ARTICLE 21. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	17
ARTICLE 22. RESPONSABILITE	17
CHAPITRE VI – DIFFERENDS ET LITIGES	19
ARTICLE 23. PENALITES.....	19
ARTICLE 24. RESILIATION DU MARCHE	20
ARTICLE 25. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 26. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	20
CHAPITRE VII – DEROGATIONS AU CCAG.....	21

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public (Etablissement support du GHT de la Haute-Saône)

Nom du pouvoir adjudicateur	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur	: Madame la Directrice du GH70
Adresse	: 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet	: http://www.gh70.fr
Adresse du profil d'acheteur	: https://www.marches-publics.gouv.fr

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier	: Madame Valentine POISSENOT Cellule des Marchés Publics
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone	: 03 84 96 67 51
Courrier électronique	: marches.publics@gh70.fr

Référent technique du dossier	: Monsieur Luc ROUBEZ Ingénieur technique
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction de l'accueil, de l'activité et de la facturation 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone	: 06 30 49 08 98
Courrier électronique	: l.roubez@gh70.fr

Chapitre II – Généralités

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Description du marché

4.1. Objet

La présente consultation a pour objet l'exécution des travaux d'entretien et de maintien en bon état de fonctionnement de ses centrales de secours du GHT de la Haute-Saône.

Les lots sont traités séparément mais ne sont pas scindables. Chaque soumissionnaire pourra présenter une offre pour un, plusieurs lots, ou pour la totalité des lots. Un candidat pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots.

A titre indicatif, le descriptif des installations est référencé en annexe du présent CCP. Cette liste peut être amenée à évoluer.

4.2. Décomposition en tranches ou en lots

Lot	Désignation
1	Etablissement support du GHT 70 - Site de Vesoul (Hôpital) – 2 Rue Heymès – 70000 Vesoul
2	GH 70 - Site de Gray (Hôpital) – 5 Rue de l'Arsenal, 70100 Gray
	GH 70 – Site de Lure (Hôpital) – 37 Rue Carnot – 70200 Lure
	GH 70 - Site de Luxeuil Les Bains (Hôpital) – 12 Rue Grammont – 70300 Luxeuil Les Bains
	GH 70 - Site de Neurey - EHPAD Les Horizons – 4 rue de la demie – 70000 Neurey les la Demie
	GH 70 - Site de St-Loup - EHPAD - Avenue Jacques Parisot 70800 Saint Loup Sur Semouse
	GH 70 - Site de Villersexel - EHPAD - Griboulard – 441, rue du 13 septembre 1944 – 70110 Villersexel
	GH 70 - Site de Gray - EHPAD Hôtel Dieu - 87 Grande Rue, 70100 Gray
	GH 70 - Site de Gray - EHPAD les Capucins - 1 Rue du Faubourg des Capucins, 70100 Gray
	GH 70 - Site de Champlitte – EHPAD les lavières - Rue des Boicheux, 70600 Champlitte
	GH 70 - Site de Pesmes – EHPAD Saint Hilaire - 6 Rue des Capucins, 70140 Pesmes
	GH 70 - Site de Gy – EHPAD Les Vergers – 90B, Grande rue – 70700 Gy
	GH 70 - Site de Héricourt – EHPAD La Lizaine – 1, rue Edgar Faure – 70400 Héricourt
3	Etablissement parti GHT 70 – Site de Scey-sur-Saône – EHPAD Villa Saint Joseph - 13 Rue de la Croix de Pierre – 70360 Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin
	Etablissement parti GHT 70 – Site de Saulx – EHPAD Jean Michel - 18 Grande Rue – 70240 Saulx
	Etablissement associé GHT 70 – Site Dampierre-Sur-Salon – EHPAD Alfred Dornier - 11 Rue Alfred Dornier – 70180 Dampierre-sur-Salon

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

4.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter du 01 janvier 2025 (soit jusqu'au 31/12/2025).

Reconduction possible du marché : ☒ Oui ☐ Non

Le marché pourra être renouvelé **trois fois par reconduction tacite** à sa date anniversaire, pour une durée de 12 mois soit du 01/01/2026 au 31/12/2026 (1^{ère} reconduction) ; du 01/01/2027 au 31/12/2027 (2^{ème} reconduction) ; du 01/01/2028 au 31/12/2028 (3^{ème} reconduction).

A chaque date d'échéance, moyennant un préavis de deux mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le GH70 sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière. Le GH70 notifiera cette décision de fin de contrat par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 5. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

5.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières et son annexe ;
- La description technique de l'offre.

5.2. Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (JORF n°0066 du 19 janvier 2009). Ce document n'est pas joint au présent marché mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

5.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

5.3.1 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

5.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 6. Sous-traitance et co-traitance

6.1. Sous-traitance

En référence aux articles L2193-1 à L2193-9, il est rappelé que seule une partie des marchés peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Le sous-traitant a le droit au paiement direct si le montant de la sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par l'administration.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

6.2. Co-traitance

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, et conformément aux articles R.2142-19 à R.2142-27 et l'article R.2151-7 du code de la commande publique, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône transformera à la signature du marché et le cas échéant, un groupement conjoint en groupement solidaire afin de garantir la bonne exécution du marché. Seul le mandataire du groupement d'entreprise sera l'interlocuteur unique du Pouvoir Adjudicateur.

Article 7. Avances et retenue de garantie

7.1. Avances

Sans objet.

7.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

Le marché prévoit 2 types de maintenance pour les Groupes Electrogènes de l'ensemble des sites du GHT 70 :

- La maintenance préventive
- La maintenance curative

Les installations sur le site hospitalier de Vesoul (lot n°1) nécessitent une expertise particulière (secours 20KV). Le soumissionnaire doit indiquer les ressources dont il dispose pour apporter une expertise et une assistance technique sur cet équipement particulier.

Le pouvoir adjudicateur sera très attentif aux moyens humains et techniques proposés qu'il décrira dans son mémoire technique.

Article 8. Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de pannes et dysfonctionnements et de maintenir dans le temps, les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Le prestataire s'engage à effectuer :

- 2 visites de maintenance préventive par an sur chacune des centrales : 1 visite mécanique et 1 visite électrique. Pour les centres hospitaliers des sites de Vesoul, Lure, Luxeuil et Gray ;
- 1 visite mécanique et électrique annuelle sur les installations des EHPAD.

Le titulaire propose un planning de maintenance préventive qui devra ensuite être validé par le pouvoir adjudicateur.

Une intervention de dépannage ne peut en aucun cas tenir lieu de visite périodique de maintenance préventive.

8.1. Visite de maintenance préventive mécanique : liste des contrôles

8.1.1. Contrôle de l'aspect général du matériel

- Relevé des anomalies et notamment inspection visuelle des tuyauteries, recherche de fuite, etc...
- Resserrage de la boulonnerie apparente, telle que portes de visites, ...
- Vérification de la tension des courroies ;
- Contrôle des niveaux :
 - ➡ Huile de moteur,
 - ➡ Pompe à injection,
 - ➡ Régulateur de vitesse,
 - ➡ Turbocompresseur.
- Appoint, si nécessaire ;
- Graissage suivant préconisation du Constructeur ;
- Vidange tous les ans du moteur avec échange des cartouches filtrantes (hors filtres à air) ;
- Contrôle des auxiliaires équipant le moteur :

- ➡ Libre rotation du turbocompresseur,
- ➡ Démarreur,
- ➡ Pompe de pré-graissage,
- ➡ Préchauffage eau et huile,
- ➡ Appareils de sécurité.

8.1.2. Circuit de gasoil

- Vérification de l'étanchéité des circuits ;
- Contrôle du fonctionnement de l'électro niveau et de la pompe de relevage combustible ;
- Purge de l'ensemble des canalisations ;
- Pour moteurs avec injecteurs traditionnels : dépose des injecteurs et des culbuteurs ;
- Contrôle et tarage (une fois par an) ;
- Pour autres moteurs : réglage des injecteurs et des culbuteurs ;
- Contrôle de l'accouplement de la pompe d'injection ;
- Contrôle du jeu des culbuteurs (une fois par an) et réglage, si nécessaire.

8.1.3. Réfrigérateur

- Contrôle du fonctionnement du système de refroidissement ;
- Contrôle des niveaux d'eau et appoint ;
- Contrôle de la concentration en antigel ;
- Réglage des thermostats de commande et des résistances de préchauffage ;
- Purge des canalisations ;
- Contrôle de l'état des durites ;
- Contrôle de propreté du nid d'abeille du radiateur ou aérorefroidisseur.

Les consommables liés aux visites de maintenance préventive seront intégrés au présent marché et ne devront faire l'objet d'aucune facturation supplémentaire : Filtres à huile, filtres à gasoil, filtres à air, huile moteur, joints, analyse d'huile, analyse FOD, liquide de refroidissement.

8.2. Visite de maintenance préventive électrique : liste des contrôles

8.2.1. Batteries et chargeurs

- Contrôle de charge ;
- Nettoyage des bornes et dé-sulfatage ;
- Vérification des niveaux de l'électrolyte ;
- Contrôle de l'intensité de charge ;
- Vérification du passage automatique ;
- Charge entretien ;
- Charge rapide.

8.2.2. Alternateur

- Vérification du serrage des connexions ;
- Vérification du régulateur et ajustage de la tension ;

- Nettoyage des ouïes de ventilation ;
- Graissage des roulements suivant périodicité du constructeur ;
- Contrôle de l'isolement (une fois par an).

8.2.3. Armoire électrique et auxiliaire

- Vérification du serrage des connexions ;
- Essais des sécurités armoire ;
- Sécurités moteur :
 - ➡ Pression huile
 - ➡ Température eau
 - ➡ Survitesse
- Nettoyage et dépoussiérage des appareils ;
- Contrôle des temporisations et réglage, si nécessaire.

8.2.4. Essais

- Essais des différents systèmes de démarrage ;
- Essais et contrôle des arrêts d'urgence et des sécurités moteur ;
- Contrôle des paramètres d'auxiliaires ;
- Essais d'automatisme et de couplage ;
- Essais en charge pendant 1 heure, ou 1h30 suivant les sites ;
- Mise en automatique de la centrale.

Les consommables liés aux visites de maintenance préventive seront intégrés au présent marché et ne devront faire l'objet d'aucune facturation supplémentaire : Filtres à huile, filtres à gasoil, filtres à air, huile moteur, joints, analyse d'huile, analyse FOD...

Article 9. Maintenance curative

La maintenance curative a pour but de procéder à la mise en sécurité, au dépannage et à la réparation des équipements et au remplacement éventuel des pièces jugées défectueuses, usées ou cassées à la suite d'un usage normal de l'équipement.

Les interventions curatives seront réalisées dans les délais indiqués à l'article 11.2 du présent CCP, ou dans les délais garantis par le titulaire dans son mémoire technique, si ces derniers sont plus courts.

Le titulaire veillera à conserver en permanence un stock de pièces de rechange lui permettant d'assurer l'entretien courant des équipements. Ce stock restera la propriété du titulaire.

Les dépannages seront facturés en sus du prix forfaitaire sauf s'ils sont consécutifs à une visite de maintenance préventive.

Le GH 70 se réserve le droit de mettre en concurrence les prestations de travaux consécutifs à une visite de maintenance.

Article 10. Assistance - Formation

10.1. Assistance technique

Le titulaire devra réaliser, rédiger et mettre à disposition dans chaque local groupe électrogène dans un délai de 4 mois suivant la date d'exécution du marché :

- Les fiches techniques des équipements (moteur, alternateur, automatisme...) ;
- Les procédures de réalisation des essais à vide et / ou en charge ;
- Les procédures de réalisation des essais en charges ;
- Les coordonnées du centre d'appel et le numéro de l'installation.

10.2. Formation

Lors des visites préventives réglementaires contractuelles le prestataire devra assurer la formation des agents du service technique conformément aux procédures d'essais que le prestataire aura au préalable rédigées.

Article 11. Délais d'intervention

11.1. Visites contractuelles

A la notification du marché, et à chaque reconduction, le titulaire mettra en place un planning prévisionnel annuel d'intervention en vue des opérations de maintenance préventive, en coordination avec les référents compétents du GH 70.

Ce planning sera transmis à l'acheteur au plus tard 15 jours ouvrés après la notification du marché et sera revu avec le responsable du service technique.

Le planning sera confirmé les années suivantes, au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché.

11.2. Délai d'intervention et de réparation (Maintenance curative)

Il s'agit du délai donné au titulaire, à compter de la demande de l'acheteur (appel du service support, confirmé par mail), pour se rendre sur site, rechercher la cause du dysfonctionnement, établir un diagnostic et mettre en oeuvre les moyens pour commencer une opération de dépannage.

Le prestataire s'engage à intervenir dans un délai de 3 heures suivant l'appel téléphonique, 24 heures sur 24, à tout moment du jour, de la nuit, les dimanches et jours fériés.

Un numéro de téléphone devra être fourni au client ainsi que le numéro de l'installation.

Le délai de réparation détermine la durée nécessaire pour achever la réparation de l'équipement. Les délais de réparations maximum autorisés dans le cadre du marché sont précisés ci-dessous : Ils s'achèvent à la remise en service normal et sans restriction de l'équipement.

Type de réparation	Délai de réparation maximum autorisé
Réparations ne nécessitant pas le remplacement de pièces et/ou pouvant être réalisées au moyen de pièces disponibles dans le stock du titulaire	4 heures ouvrées à compter de l'arrivée du technicien sur site pour l'intervention initiale
Réparations nécessitant le remplacement de pièces NON disponibles dans le stock du titulaire	3 jours ouvrés à compter de la réception des pièces par le titulaire

Le candidat devra indiquer dans son mémoire technique, des délais de réparation plus courts s'il le souhaite. Ces délais seront alors contractuels et l'engageront sur la durée totale du marché.

En cas de non-respect des délais cités ci-dessus, les pénalités prévues à l'article 23 du présent CCP pourront être appliquées.

Aux fins de garantir une continuité de service, le titulaire mettra tout en oeuvre pour réduire le délai d'approvisionnement des pièces de rechange pour lesquelles il ne dispose pas de stock. L'acheteur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur si le délai d'approvisionnement excède de manière significative le délai d'approvisionnement moyen indiqué par le titulaire dans son mémoire technique.

Article 12. Contrôle d'exécution

Les visites contractuelles seront consignées sur un document qui devra être signé simultanément par le client ou son représentant et le prestataire.

A l'issu de chaque visites contractuelles réglementaires, le prestataire devra :

- Remplir le registre de sécurité ;
- Transmettre par voie dématérialisé, sous un délai de 48h suivant la visite, son rapport d'intervention qui fera office de service fait, permettant ainsi la facturation sur le portail CHORUS.

Le prestataire devra établir annuellement une revue du contrat dans laquelle devra être consignés les rapports des visites contractuelles, les rapports de maintenance corrective, les résultats des analyses Huile, FOD eau.

Un rapport d'activité devra être fourni annuellement par voie dématérialisée et présenté au client dans les deux mois qui suivent la période annuelle de prise d'effet du marché.

Article 13. Développement durable

Le pouvoir adjudicateur s'inscrit dans une démarche de développement durable ce qui suppose qu'il exige de la part de ses fournisseurs qu'ils prennent les mesures qui s'imposent au regard notamment de la protection de l'environnement.

A ce titre, le candidat doit détailler de son mémoire technique, les moyens mis en œuvre pour respecter cet engagement, comme :

- La dématérialisation des documents liés à la vie du marché,
- Le dispositif de recyclage et d'élimination des déchets
- La formation ou information éco-conduite des intervenants...

Article 14. Contenu et caractère des prix

14.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

Le candidat présentera ses prix dans le bordereau de prix (sur le ou les lots concernés) joint en annexe, sous la forme suivante d'un **prix forfaitaire annuel**.

Les prix proposés incluront l'ensemble des prestations prévues au présent marché, en respectant les contraintes et dispositions techniques énoncées dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

14.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

14.3. Détermination et révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

A chaque reconduction du marché, les prix seront maintenus soit identiques, soit révisables. S'il y a révision, celle-ci s'opèrera à la hausse comme à la baisse par négociation entre le prestataire et l'établissement. Les nouveaux tarifs devront alors être proposés au GH70 au moins trois mois avant le début de la nouvelle période. Aussi, le silence du titulaire, au-delà de cette date, sera assimilé à une proposition de maintien des prix unitaires en vigueur pour cette nouvelle période d'exécution.

Clause butoir : la révision des prix ne pourra en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 2% pour la nouvelle période considérée. Passé ce délai de trois mois, les tarifs resteront inchangés pour la nouvelle période.

14.4. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur le BPU (annexe de l'acte d'engagement) les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

Article 15. Modalités de règlement des comptes

15.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;

- Taux et montant de la TVA ;
 - Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
 - Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.
- La facturation est à terme échue.

15.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0206	Service technique – Grands travaux
------	------------------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
BP 30181
70004 VESOUL Cedex

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Jean Michel à Saulx de Vesoul

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Jean Michel de Saulx devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Jean Michel à Saulx en tant que destinataire de la facture : 267 000 057 00013

- ° L'EHPAD Jean Michel de Saulx ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Jean Michel de Saulx, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Saint Joseph à Scey sur Saône

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD St Joseph de Scey devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD St Joseph de Scey en tant que destinataire de la facture : 267 000 081 00013

- ° L'EHPAD St Joseph de Scey ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD St Joseph de Scey, sont imputables au seul contractant.

Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Alfred Dornier à Dampierre sur Salon

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre en tant que destinataire de la facture : 267 000 107 00016

- ° L'EHPAD Alfred Dornier ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre, sont imputables au seul contractant.

Article 16. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 17. Obligations générales du titulaire

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

17.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation par lettre à entête envoyée en recommandée avec accusé de réception.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

17.2. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

17.3. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

17.4. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

17.1. Protection et remise en état des sites d'intervention

Le titulaire s'engage à respecter le règlement des bâtiments.

Le titulaire s'engage à enlever tous ses emballages et autres déchets à ses frais immédiatement après déballage, à en assurer le retraitement et le recyclage par le biais d'une filière adaptée et à laisser les lieux et les équipements objets du marché en parfait état de fonctionnement et de propreté.

Il est formellement interdit au titulaire de laisser ses déchets et/ou emballages professionnels dans les bacs à déchets des organismes.

Il est également formellement interdit de rejeter des produits toxiques dans les égouts ou éviers des organismes.

Le titulaire s'expose aux pénalités prévues à l'article 23 en cas de manquement à ces règles.

Article 18. Evolution réglementaire

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

Article 19. Durée d'exécution

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de début du marché indiqué dans le présent Cahier des Clauses Particulières, jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

Article 20. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 21. Modification du marché public

Clauses de réexamen de contrat :

L'acheteur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les équipements dans le cadre du marché pourront évoluer par rapport aux quantités figurant à l'annexe du présent CCP.

Article 22. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 23. Pénalités

Le titulaire du marché s'engage à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour remplir ses obligations contractuelles ou, en cas d'impossibilité, à en informer le GH 70 dans les plus brefs délais.

Cependant, en cas de non-respect des termes du marché public, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14 du cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur, ces pénalités s'appliqueront selon les conditions définies ci-après sans exonération.

Pénalité n°1 : Défaut de production du planning prévisionnel de maintenance préventive dans les délais impartis – 10 euros par jour ouvré de retard

Pénalité n°2 : Non-respect du planning de maintenance préventive validé – 50 euros par jour ouvré de retard et par site

Pénalité n°3 : Non-respect des délais d'intervention – 50 euros par heure ouvrée de retard

Pénalité n°4 : Non-respect des délais de réparations ne nécessitant pas le remplacement de pièces et/ou pouvant être réalisées au moyen de pièces disponibles dans le stock du titulaire – 25 euros par heure ouvrée de retard

Pénalité n°5 : Non-respect des délais de réparations nécessitant le remplacement de pièces NON disponibles dans le stock du titulaire – 25 Euros par heure ouvrée de retard

Pénalité n°6 : Non protection et remise en état du site d'intervention et des équipements – 50 euros par constat

Pénalité n°7 : Non-transmission du rapport d'intervention dans les délais impartis – 25 euros par jour de retard

Pénalité n°8 : Sous-traitance occulte dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur les sites de personnels d'une autre entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au pouvoir adjudicateur ou non acceptée par ce dernier) – 1500 euros par infraction

Réfractions pour mauvaise exécution des prestations :

Seules les prestations effectivement réalisées conformément aux clauses du marché ouvrent droit à paiement.

Article 24. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG FCS s'appliquera de plein droit.

Article 25. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 26. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif de Besançon est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

Chapitre VII – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 11	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 23	Article 14	Pénalités
Article 24	Article 36.1	Exécution aux frais et risques du titulaire